

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 46 – du 12 décembre au 19 décembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ISRAËL – SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE APRÈS UN AN DE GUERRE

Après un an de guerre, les fondamentaux de l'économie israélienne demeurent solides. La stabilité du système financier a été éprouvée et attestée. L'État hébreu a déployé conjointement une politique budgétaire expansionniste, facilitée par un faible niveau d'endettement pré-guerre, et une politique monétaire longtemps restrictive pour lutter contre l'inflation et soutenir une activité économique endommagée.

Toutefois, l'incertitude retarde le retour de l'activité économique au niveau qui la caractérisait avant la guerre. L'activité est inférieure au niveau d'avant-guerre, principalement en raison de facteurs liés à l'offre, tels que les pénuries de main-d'œuvre causées par l'absence des travailleurs palestiniens et les préjudices économiques subis par les entreprises dans le nord et le sud. Si les secteurs de la construction, de l'agriculture et du tourisme ont été sévèrement touchés, l'économie a continué de fonctionner presque sans entrave, y compris dans les secteurs du commerce, des services et de l'industrie. Cette relative stabilité a été obtenue en grande partie grâce à l'aide importante fournie par le gouvernement aux ménages et entreprises affectés par la guerre. Les indicateurs économiques pour le 3^{ème} trimestre 2024 pointent une amélioration modérée de l'activité (+3,8% en g.a), grâce à une augmentation des exportations de biens, des recettes fiscales et de la consommation (+8,6% en g.a), notamment privée (50% du PIB). Cependant, les prévisions de croissance de la Banque d'Israël et du FMI pour 2024 ont été ramenées à 0,5% et 0,7%, ce qui face au solde naturel (+2%) signifie une diminution du PIB par habitant.

Les pressions inflationnistes sont contenues par une politique monétaire restrictive. Au cours des 12 derniers mois, l'inflation a atteint 3,5% et se situe au-delà de la fourchette cible de la Banque centrale (1-3%). L'indice des prix à la consommation du Bureau Central de Statistiques (CBS) relève une hausse des prix des produits alimentaires de 4,3% depuis octobre 2023 et en particulier de 12,2% pour les seuls fruits et légumes, en provenance notamment de l'enveloppe de Gaza. Sur le marché immobilier, les prix des logements ont fortement augmenté (+7% depuis le début de l'année). La Banque Centrale poursuit une politique monétaire restrictive qui se veut prudente ; le 25 novembre, elle a décidé de maintenir le taux directeur à 4,5% pour la 7^{ème} fois consécutive pour stabiliser les marchés.

Les dépenses liées à la guerre ont creusé le déficit mais l'endettement reste soutenable. Le ratio déficit/PIB s'établit à -7,7% du PIB en novembre en g.a. Le stock de dette publique a augmenté à 68% du PIB en 2024. Ce niveau est jugé soutenable par le gouvernement, qui a disposé d'une marge de manœuvre en bénéficiant d'un faible niveau d'endettement pré-guerre (moyenne de l'OCDE à 78%).

LE CHIFFRE A RETENIR

7,7% du PIB

**DÉFICIT PUBLIC EN
NOVEMBRE 2024 EN G.A.**

Service Économique de Tel Aviv

ÉGYPTE

1. RALENTISSEMENT DE L'INFLATION URBAINE A SON PLUS BAS NIVEAU DE 2024

L'[inflation urbaine](#) en Égypte s'est établie à 25,5 % en novembre 2024, son niveau le plus bas de l'année, enregistrant une baisse notable de 14,4 % par rapport aux 29,8 % de janvier. Selon l'agence nationale de statistique (CAPMAS), la progression de l'indice des prix à la consommation a ralenti à 0,5 % en novembre (contre 1,1 % en octobre), principalement en raison de la baisse des prix alimentaires, notamment des légumes (-12,4 %), des viandes et volailles (-3 %) et des fruits (-0,4 %). En revanche, d'autres produits ont connu une hausse, notamment le tabac (+7,1 %), les carburants et l'électricité (+3,1 %), les coûts des transports (+6,9 %), les huiles et graisses (+2 %) ainsi que l'eau et les jus (+2,4 %), en partie sous l'effet de la réduction des subventions sur les carburants et l'électricité.

2. 23 SECTEURS PRIORITAIRES POUR LA POLITIQUE DE LOCALISATION INDUSTRIELLE

Le Vice-Premier Ministre en charge du développement industriel et ministre de l'Industrie et des Transports, Kamel El-Wazir, a présenté [23 industries prioritaires](#) destinées à être localisées afin de réduire les importations et renforcer la production nationale. Parmi les secteurs ciblés figurent les composants d'énergie solaire et éolienne, les pneus, les batteries automobiles, les systèmes de dessalement d'eau, les transformateurs électriques, les moteurs de pompes et les équipements de filtration. Le gouvernement prévoit d'offrir des incitations aux investisseurs, d'améliorer les infrastructures dans les zones industrielles et de faciliter les procédures d'investissement. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un plan ambitieux visant la localisation de 152 industries d'ici 2030. Toutefois, plusieurs défis persistent, notamment le coût élevé de l'énergie et de l'électricité, en dépit d'une compétitivité forte du coût du travail.

3. LA PREMIERE LICENCE D'E-AFFACTURAGE DU PAYS

L'Autorité de régulation financière (FRA) a délivré à la fintech Oliv la première licence [d'affacturage électronique](#) de l'Égypte, permettant de traiter les factures sans recours aux documents papier. Spécialisée dans le financement des PME, Oliv propose un accès rapide aux avances sur factures en moins de 48 heures, contre plusieurs semaines pour les méthodes traditionnelles. Pour cela, la société analyse les données de la plateforme de facturation électronique du gouvernement, les informations du bureau de crédit égyptien (I-Score) et utilise ses

propres algorithmes pour évaluer la solvabilité des clients et attribuer une limite de crédit en quelques minutes. Oliv ambitionne de financer des montants allant jusqu'à 5 M EGP (93,8 k EUR) dans un premier temps et cible un portefeuille de 200 M EGP (3,75 M EUR) d'ici 2025. Soutenue par Algebra Ventures et Alter Global, elle entend démocratiser l'accès à l'affacturage pour les petites entreprises, actuellement sous-représentées. La société prévoit de servir plus de 5 000 clients d'ici 2028, contre seulement 605 pour l'ensemble du secteur en 2023. Avec ce projet, Oliv vise à dynamiser un marché local encore embryonnaire, représentant moins de 0,3 % du PIB égyptien, en comparaison avec le Maroc où il dépasse les 2 %.

IRAK

1. LA BANQUE CENTRALE D'IRAK ELARGIT LES OPTIONS DE TRANSFERT EN DEVICES ETRANGERES

En ajoutant le dinar jordanien et le riyal saoudien à la liste des devises autorisées, la Banque centrale d'Irak (CBI) a récemment élargi les options de transfert en devises étrangères pour les banques locales. Cette mesure permettra également aux banques irakiennes de financer les échanges commerciaux avec la Turquie en euros, alors que son utilisation était jusque-là limitée aux seules transactions avec les pays de l'Union européenne. Cette initiative vise à diversifier les options de financement du commerce extérieur et à simplifier les transferts internationaux selon les taux de change officiels.

IRAN

1. SUPPRESSION DU TAUX NIMA II AU PROFIT DU MARCHÉ DE GRE A GRE

La Banque centrale a annoncé le 12 décembre que le taux NIMA II est remplacé par le taux du marché de gré à gré. Cette mesure limite à 4 le nombre de taux de change en vigueur dans le pays : (i) le [taux NIMA I](#), destiné aux importations de biens essentiels, a été fixé par la loi de finances 1403 (2024/2025) à 1 USD = 285 000 IRR. Il sera ajusté en fonction de l'inflation au cours des années à venir ; (ii) [le taux du marché de gré à gré, qui devient le taux officiel pour tous les calculs en devises](#). Il distingue entre les devises physiques et celles transférées par les banques et les bureaux de change ; (iii) [le taux officiel de la Banque centrale](#), calculé comme une moyenne pondérée mensuelle basée sur les volumes de transactions réalisés sur les différents marchés gérés par la Banque centrale (incluant NIMA I et le marché de gré à gré) ; (iv) [le marché libre](#), où les taux fluctuent en

fonction de l'offre et de la demande. Dès le 14 décembre, la valeur du rial sur le marché de gré à gré a chuté de 1 USD = 559 647 IRR à 613 180 IRR (-9,5 %). Cette dépréciation s'est poursuivie pour atteindre 1 USD = 644 886 IRR (-15,2 %) le 18 décembre. Malgré les efforts de la Banque centrale pour stabiliser le Rial en augmentant l'offre de devises sur le marché de gré à gré, le Rial a continué de perdre de la valeur sur le marché libre. Sur cette période, le taux y a baissé de -2,6 %, la parité s'établissant à 1 USD pour 775 000 IRR. L'écart de 20 % entre ce taux et celui du marché de gré à gré est donc maintenu, voire légèrement amplifié. L'une des priorités économiques du nouveau président est de réduire l'écart entre les différents taux de change et de se rapprocher d'un taux unique. Cependant, la baisse des exportations de pétrole vers la Chine, à 1,3 M barils par jour (-28 % en glissement mensuel), a fortement impacté le marché libre depuis le début de la semaine.

2. COUPURES D'ÉLECTRICITÉ DANS 16 PROVINCES EN RAISON DE LA PÉNURIE DE GAZ

Une pénurie de gaz a provoqué cette semaine une paralysie sans précédent dans 16 provinces représentant plus de la moitié du territoire. Toutes les écoles, universités, administrations publiques, ainsi qu'une grande partie des agences bancaires, ont été contraintes de fermer leurs portes. La chute des températures a entraîné une forte augmentation de la consommation domestique de gaz, compliquant l'approvisionnement des entreprises, administrations et centrales thermiques. Faute de combustible, 13 centrales ont été mises hors service. La pénurie d'électricité a conduit à la fermeture des zones industrielles et à la limitation des activités industrielles. Bien que le pays dispose d'une production importante de gaz, l'allocation massive de subventions (directes ou indirectes) - estimées à environ 150 Md\$ pour l'électricité, le gaz et divers types de carburants - combinée à un encadrement strict des prix de vente, a considérablement réduit l'attractivité des projets visant à optimiser la consommation énergétique. Par ailleurs, la faiblesse de l'investissement dans le secteur de l'énergie, exacerbé par les sanctions, a engendré une crise dont la résolution nécessiterait des mises de fonds estimées à 250 Md\$ pour le secteur pétro-gazier et 19 Md\$ pour le secteur électrique.

ISRAËL

1. LA RUPTURE DIPLOMATIQUE ISRAËLO-IRLANDAISE RISQUE DE NUIRE AU COMMERCE ENTRE LES DEUX PAYS

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, a annoncé la fermeture de l'ambassade d'Israël

à Dublin, suite à la décision de l'Irlande de joindre la partie palestinienne contre Israël dans les procédures judiciaires à la Cour pénale internationale. C'est la première fois qu'Israël ferme une ambassade dans un Etat-membre de l'UE. L'Irlande figure parmi les plus grands partenaires commerciaux d'Israël, avec des échanges de biens et services de 5,9 Md\$ en 2023. Dans le domaine des services, l'Irlande est en effet devenue, du fait d'une politique fiscale favorable, une destination pour les entreprises technologiques israéliennes cherchant un accès au marché européen. La décision du gouvernement israélien pourrait aussi fortement endommager le commerce de biens entre les deux pays, composé essentiellement de produits électroniques.

2. CESSION A UN FONDS AMERICAIN DE PARAGON, GEANT DE LA CYBERSECURITE OFFENSIVE ISRAËLIENNE

Paragon, développeur du logiciel espion Graphite, l'une des deux principales entreprises de la cybersécurité offensive d'Israël (avec NSO), a été vendu pour 900 M USD (dont 400 M USD sous réserve de l'atteinte d'objectifs) à la société américaine de cyber RED Lattis, détenue par le fonds d'investissement américain AE.

3. LE BUDGET 2025 PASSE LA PREMIERE LECTURE A LA KNESSET

Adopté par 59 voix contre 57, il atteint désormais 619 Mds ILS, soit 20,4% de plus que le budget 2024. Il ne devrait être définitivement approuvé que fin février. Afin de pouvoir néanmoins faire entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier les nouvelles mesures fiscales prévues par le gouvernement, celles-ci ont été inscrites dans leur propre véhicule législatif. Otzma Yehudit, parti du ministre de la Sécurité intérieure Itamar Ben Gvir, a voté contre le budget, en raison de plusieurs différends avec le reste de la coalition gouvernementale, notamment concernant le budget de ce ministère.

JORDANIE

1. REVISION A LA HAUSSE PAR LE FMI DE LA PREVISION DE DETTE PUBLIQUE POUR 2024

Selon l'accord technique sur la 2^{ème} revue du mécanisme élargi de crédit, approuvé par le FMI le 12 décembre, la dette publique de la Jordanie pour 2024 devrait s'établir à 115 % du PIB, contre 113,7 % du PIB selon les prévisions de la 1^{ère} revue. Elle a atteint 111,3 % du PIB en 2022 et devrait s'élever à 113,8 % en 2023. Hors dette détenue par le Fonds d'investissement de la Sécurité Sociale (SSIF), elle

devrait s'établir à 89,2 % du PIB en 2023 et à 90,5 % en 2024. Pour rappel, l'objectif de moyen terme, inscrit dans le programme FMI, est de réduire la dette publique à 80 % du PIB en 2028.

2. REVALORISATION DU SALAIRE MINIMUM AU 1^{ER} JANVIER

Le ministre du Travail a annoncé le 16 décembre qu'un accord avait été trouvé sur la revalorisation, à compter du 1^{er} janvier 2025, du salaire minimum des salariés du secteur privé. Son montant s'élèvera à 290 JOD (409 USD) par mois, soit une augmentation de 11,5 %, et restera inchangé jusqu'au 31 décembre 2027. Pour rappel, la dernière hausse du salaire minimum remonte à janvier 2021 où il était passé de 220 JOD (310 USD) à 260 JOD (367 USD).

LIBAN

1. LANCEMENT D'APPELS D'OFFRES POUR L'ÉVALUATION ET LE DÉBLAIEMENT DES DÉBRIS

Le Conseil des ministres a validé le 17 décembre le lancement d'appels d'offres pour l'évaluation et le déblaiement des débris issus des bombardements israéliens. Des fonds de 25,6 M\$ ont été transférés à trois organismes chargés de lancer des appels d'offres : le Conseil du Sud (10 M\$), l'Union des municipalités de la banlieue sud de Beyrouth (10 M\$) et le Haut Comité de secours (5,6 M\$). Pour mémoire, le dernier rapport d'évaluation de la Banque mondiale estimait à fin octobre 2024 des dommages de 3,4 Md\$ aux infrastructures physiques, principalement les bâtiments résidentiels situés au Sud Liban. La Banque mondiale prévoit de conduire rapidement une évaluation actualisée pour estimer et prioriser les besoins financiers en matière de déblaiement et de reconstruction.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. ACCORD DE COOPERATION ENTRE LES ACTEURS DU BTP PALESTINIEN EN VUE DE LA RECONSTRUCTION DE GAZA

La Fédération générale des industries, l'Union des entrepreneurs et la Fédération des industries de la construction ont signé ce 17 décembre un accord de partenariat et de coopération visant à promouvoir le développement durable en vue de la reconstruction de Gaza, et à soutenir l'économie locale et l'industrie palestinienne de la construction, qui est l'un des secteurs économiques les plus importants. L'accord vise à établir un cadre permettant d'atteindre les objectifs communs de reconstruction de la bande de Gaza, et de recyclage des débris. Ce partenariat a ainsi pour but de rapprocher les acteurs du secteur

(en particulier les fournisseurs et les entreprises du BTP) pour optimiser les transactions et la résolution des litiges entre eux. Le Président du Syndicat des Entrepreneurs a insisté sur l'appareil productif vieillissant des fabricants, et le besoin d'unir les différentes entreprises pour investir dans de nouvelles machines en vue de la reconstruction.

2. FINANCEMENT EUROPEEN DE 28 M€ POUR SOUTENIR LE SECTEUR PRIVE PALESTINIEN

Les représentants de l'UE dans les Territoires Palestiniens (TP), la Banque européenne d'investissement (BEI), ainsi que l'Autorité monétaire palestinienne, ont signé un accord de 28,3 M€ dans le cadre de la "Palestine Financial Sustainability Initiative". Ce financement, qui comprend une garantie de 16 M€ et une subvention de l'UE de 12,3 M€, vise à améliorer l'accès au financement des TPE / PME palestiniennes, en particulier dans la zone C, à Jérusalem-Est et à Gaza (lorsque les conditions le permettront). Cette nouvelle aide européenne a pour but de stabiliser l'économie cisjordanienne, en grande difficulté depuis le 7 octobre (chute de l'activité économique de 35%). Elle contribuera également à la reprise de la croissance palestinienne post-conflit, tout en soutenant la reconstruction de Gaza dès que les conditions le permettront. Le forum d'investissement UE-Palestine sert de mécanisme d'identification et de promotion des opportunités d'investissement, en mobilisant des financements publics et privés pour financer les priorités du développement de l'AP, et a déjà mobilisé près de 1,15 Md€ pour soutenir le secteur privé palestinien.

3. DERNIERS CHIFFRES DU CHOMAGE ET DU TAUX DE PARTICIPATION DE LA POPULATION AU T3 2024

Le PCBS a publié ses données sur le chômage en Cisjordanie au 3e trimestre 2024, qui affiche un taux de 30,7% ; tandis que le taux de sous-utilisation de la population active (taux de chômage + taux de sous-emplois) était de 33,1%. Le nombre de chômeurs confirme une certaine stabilisation, avec 7000 chômeurs de plus qu'au 2e semestre 2024 (une hausse de 0,3 point en taux de chômage). Pour rappel, ce taux était passé de 14% à 33% fin 2023, avec le déclenchement de la guerre de Gaza le 7 octobre 2023. Le PCBS relève que les nouveaux recrutements n'arrivent guère à compenser le nombre de Palestiniens qui entrent mois après mois sur le marché du travail.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
Population (Millions) - 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,8 **	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) - 2024p	FMI / WEO	380	264	434	528	53	23 **	17 *	6,2 **
PIB / Hab. (USD) - 2024p	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	3931 **	3181 *	295 **
Croissance PIB réel (%) - 2024p	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,4	-5,7 **	-5,4 *	-1,5 **
Solde budgétaire (% PIB) - 2024p	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-7,4	0 **	-1 *	-8 **
Dette publique (% PIB) - 2024p	FMI / WEO	91	46	35	68	92	158 **	50 *	n/a
Rating Coface 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
Inflation mensuelle en g.a. (%)	Statistiques officielles	26,4	3,1	31,2	3	1	32,9	60	100 **
PMI mensuel	Statistiques officielles	49,0	n/a	49,8	47,4	n/a	45,0	n/a	n/a
Exportations françaises (M€) - 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
Importations françaises (M€) - 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNEES FMI 2023 ; ** = DONNEES BANQUE MONDIALE 2024P

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CREDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRES FAIBLE / **A2** PEU ELEVE / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ELEVE / **C** ÉLEVE / **D** TRES ELEVE / **E** EXTREME

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH

REDACTION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr